

**Communiqué de presse du Groupe Socialiste du Conseil général**  
**Le Budget 2012 du Conseil général**  
**Mardi 31 janvier 2012**

Alors que les finances des collectivités locales sont l'objet d'un débat public, tant au plan local que national, le Groupe socialiste du Conseil général tient à rappeler que l'année 2012 est une année de choix politiques décisifs. Soit 2012 verra se poursuivre les atteintes portées aux collectivités locales par la majorité de Droite, soit la victoire de François HOLLANDE marquera l'avènement d'un changement en matière de démocratie et de représentativité des territoires.

\*\*\*

Sur le plan national, cinq années de Présidence de N. SARKOZY ont rajouté plus de 612 milliards d'€uros à la dette de la France, les transferts de charge envers les Départements n'ont cessé d'augmenter, sans que la compensation financière de l'Etat corresponde à ces augmentations. Ainsi les trois missions APA, RSA, Handicap, équivalent pour les Hautes-Pyrénées à une somme globale de 62,1 millions d'€uros... compensés par l'Etat à hauteur de 30,6 millions d'€uros. Il manque donc au budget 31,5 millions d'€uros soit 50 points de fiscalité ou l'équivalent du budget annuel d'investissement sur les routes (31 millions d'€uros)... ou le coût global de l'équipement haut débit des Hautes-Pyrénées (29 millions d'€uros).

La victoire de François HOLLANDE verra la mise en place d'une nouvelle avancée dans la décentralisation qui donnera aux collectivités locales les marges de manœuvre nécessaires au développement des territoires. Les socialistes abrogeront la loi du 16 décembre 2010 sur la réforme territoriale qui crée le Conseiller Territorial et de fait supprime les Départements.

**Concernant les Hautes-Pyrénées, les projets menés à bien ces dernières années ont créé les conditions favorables au développement du département.** Il en va ainsi des travaux entrepris en direction des collèges, des infrastructures routières avec le PPP routier

(bretelle ouest et nord-ouest de contournement de Tarbes) et de l'aménagement numérique du territoire (avec le PPP haut débit et très haut débit). Cette dernière réalisation sera la force de frappe économique des Hautes-Pyrénées. Elle en fait un département attractif, équipé pour affronter tous les défis à venir.

**Cette politique volontariste s'est accompagnée d'une gestion rigoureuse des finances du Département**, ainsi le compte administratif 2011 fait mention d'un solde positif de 17 millions d'€uros. La recherche d'économies a été une préoccupation constante de la majorité départementale lors de la période précédente. L'arrêt des travaux de restructuration de l'espace militaire (estimation 15 millions d'€uros), des Archives Départementales (6,8 millions d'€uros) et de la Maison de la Petite Enfance de Saint-Pé (1,7 million d'€uros), ont évité un engagement de dépenses de plus de 23 millions d'€uros. Autres exemples : le CESU, contrôle de l'efficacité des aides accordées dans le cadre des prestations d'APA, donne lieu à une économie annuelle de 2,5 millions d'€uros, la mise en vente des structures incluses dans le patrimoine et non opérationnelles a rapporté 2,6 millions d'€uros, la renégociation d'engagements routiers avec le Gers a économisé 2 millions d'€uros...

\*\*\*

Ces économies de fonctionnement doivent être poursuivies dans le cadre de la préparation du budget 2012. **Il s'agit de dégager une épargne nette (économies réalisées sur le fonctionnement et affectées à l'investissement) suffisamment importante pour que nous puissions poursuivre une politique forte en matière d'investissement.**

Les élus socialistes abordent le débat budgétaire et le bouclage du budget 2012 avec sérénité.